

## **Vladimír Špidla**

Membre de la Commission responsable de l'Emploi, des Affaires Sociales et de l'Égalité des Chances

# **"Quels emplois dans une économie européenne sobre en carbone?"**

*Check Against Delivery  
Seul le texte prononcé fait foi  
Es gilt das gesprochene Wort*

Conférence "Changement climatique et emploi" organisée par Confédération européenne des syndicats

**Bruxelles, 20 février 2007**

Mesdames, Messieurs,

Notre compréhension du sujet du changement climatique n'a cessé de croître au cours des deux décennies précédentes. Cette compréhension accrue a été accompagnée d'inquiétudes grandissantes et d'un nombre de plus en plus important de preuves des effets qui se sont déjà produits à cause de températures croissantes. Il y a quelques semaines à peine, se tenait à Paris, une conférence organisée sous l'égide des Nations Unies dont les conclusions sont plus troublantes que jamais. Seul aspect positif, presque personne ne nie plus le phénomène du réchauffement de la planète et presque tous acceptent désormais que ce phénomène résulte de l'action de l'Homme.

Dans ce contexte de sensibilisation grandissante, la Commission a organisé une semaine de l'énergie durable à la fin du mois de janvier et s'apprête à fixer des objectifs ambitieux pour une réduction substantielle des émissions de carbone d'ici 2012.<sup>1 2</sup> La mise en place du système européen d'échange de quotas d'émissions me semble également très intéressante pour responsabiliser les entreprises et leur permettre de s'adapter progressivement à de nouvelles normes.

Bien sûr, la réduction substantielle des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation d'énergies fossiles est un objectif ambitieux mais incontournable si nous voulons préserver notre planète.

Bien sûr, un objectif d'une telle ampleur et les changements qu'il implique comportent nécessairement des conséquences majeures sur l'emploi et la politique sociale.<sup>3</sup>

## 1. La dimension sociale

Tout d'abord, la **dimension sociale** du changement climatique est liée au coût de l'énergie et à sa répartition inégale en raison de sa raréfaction.

Nous avons vu le prix du pétrole passer de vingt-cinq dollars le baril en 2001 à plus de septante-cinq dollars le baril en 2006<sup>4</sup>. Dans la mesure où la consommation d'énergie nécessaire à la satisfaction de besoins fondamentaux (comme le chauffage) représente une proportion plus importante du budget des foyers à faibles revenus, une augmentation importante du coût de l'énergie a forcément un impact social différencié. On en voudra pour preuve le fait qu'un nombre croissant de personnes défavorisées est déjà approvisionné grâce au service minimum que les opérateurs des réseaux de gaz et d'électricité ont mis en place depuis leur privatisation.

---

<sup>1</sup> Selon un document relatif à la politique énergétique publié le 10/01/2007, pour atteindre l'objectif général de réduction de l'effet de serre, l'UE devra réduire la quantité de CO<sup>2</sup> d'au moins 20% dans les 13 années à venir.

<sup>2</sup> Discussion sur la question de savoir si l'émission moyenne des automobiles devrait être limitée à 120mg/km d'ici 2012, suite à l'échec prévu d'un accord volontaire avec l'industrie automobile de limiter cette émission à 140 mg/km d'ici 2008/09.

<sup>3</sup> Il existe d'autres substances, qui comportent des effets de serre beaucoup plus importants que le CO<sup>2</sup>, mais dont l'émission est plus limitée en quantité. Il ne faut donc pas oublier l'interdiction bien observée des gaz CFC (chlorofluorocarbones).

<sup>4</sup> Le prix du pétrole a atteint un maximum en août 2006 avec 78 \$/baril, avant de retomber sous la barre des 52 \$/baril en janvier 2007.

Cela signifie que, pour des raisons sociales, il est souhaitable de prendre diverses mesures de lutte contre le réchauffement en gardant à l'esprit le besoin de réaliser ces changements en les rendant soutenables pour les plus défavorisés..

En premier lieu, il faut réduire substantiellement l'émission de gaz à effet de serre, dont le volume le plus élevé provient du CO<sub>2</sub>.

En second lieu, il faut économiser les énergies fossiles, autant que faire se peut.

En troisième lieu, il faut induire des comportements d'économie d'énergie, notamment dans les secteurs du logement et du transport, surtout dans les sections les plus pauvres de la population.

En quatrième et dernier lieu, il faut développer de nouvelles sources d'énergie, de façon à éviter que les menaces de pénurie ou de coût exorbitant ne deviennent réalité.

## 2. L'impact sur l'emploi

Je souhaiterais maintenant aborder la question sous l'angle de **l'emploi**. Pour certains, la protection de l'environnement représente uniquement un coût supplémentaire. Ceci est une position à laquelle je ne puis souscrire, pour diverses raisons.

Premièrement, nous sommes nombreux à être convaincus que **le coût de l'inaction serait, en réalité, supérieur au coût de l'adaptation de notre société au changement climatique.**

Je fais référence, par exemple, au récent rapport Stern qui en arrive à la conclusion que si nous n'agissons pas, le coût global du changement climatique pourrait représenter au moins 5% du produit intérieur brut annuel, pour les années à venir. De plus, les pertes économiques auraient un caractère chaotique et non régulier. Elles ne seraient pas proportionnellement distribuées au sein de nos sociétés; elles toucheraient surtout les personnes économiquement plus défavorisées qui ne disposent pas des ressources suffisantes pour une réaction individuelle.

Ceci aurait inévitablement un impact négatif sur l'emploi et les salaires. En revanche, le coût de l'action se limiterait à 1% du produit intérieur brut annuel.<sup>5</sup>

Deuxièmement, il semble clair qu'une moindre dépendance à l'égard des énergies importées, combinée à une production d'énergie renouvelable, serait bénéfique pour l'emploi en Europe, en produisant de la valeur ajoutée dans la chaîne de production énergétique. **Tout investissement dans des technologies propres suppose un investissement dans des technologies de pointe et le développement d'emplois hautement qualifiés.** Vu l'importance des technologies douces, l'industrie européenne aurait intérêt à fabriquer des produits respectueux de l'environnement selon un mode de production écologique.

De tels produits et les équipements pour les fabriquer représenteraient vraisemblablement un facteur de croissance pour l'industrie européenne et lui fourniraient un avantage compétitif sur ces nouveaux marchés.

---

<sup>5</sup> Résumé des conclusions du Rapport Stern, publié le 30/10/2006.

Bien entendu, dans un premier temps, la demande pour des produits de ce type proviendra de l'Europe elle-même mais, à plus ou moins longue échéance, le monde entier sera demandeur, car les questions environnementales ne connaissent pas de frontières.

Troisièmement, la nécessité de promouvoir une consommation responsable de l'énergie fournit aux Etats membres **l'occasion de déplacer la charge fiscale vers les consommations intensives d'énergie.**

La Commission est d'ailleurs sur le point d'adopter un Livre vert sur les instruments économiques, notamment la taxation indirecte, comme moyen de soutenir les politiques environnementales.<sup>6</sup>

Sur le principe, je suis favorable à toute réduction potentielle de la taxation du travail en complément de l'approche "flexicurité" que la Commission est en train d'élaborer afin de promouvoir une plus grande compétitivité de l'Union européenne dans une économie mondialisée.

La résolution de la Confédération européenne des syndicats intitulée "*Faire face au changement climatique : une priorité sociale, des pistes pour l'action*", me semble tout à fait dans la ligne de ce que je viens d'exposer.

### **3. Faire face au changement**

Dans le cadre de l'étude qui a été présentée ce matin – et sans vouloir anticiper sur les présentations et discussions qui suivront - on peut identifier **quatre secteurs dans lesquels les effets d'une transition vers une économie sobre en carbone se feront particulièrement ressentir.** Il y a la production d'électricité, les transports, le bâtiment et, de façon plus spécifique, les industries énergivores. Néanmoins, l'impact sur ces quatre secteurs aura plusieurs dimensions. D'une part, c'est la structure de l'emploi qui sera affectée.

Par exemple, une utilisation accrue des énergies renouvelables ou nucléaire nécessitera de nouvelles usines et bâtiments d'un modèle différent et un secteur de recherche et développement formé autrement que dans le cas des énergies fossiles.<sup>7</sup> D'autre part, cela signifie que l'emploi dans les secteurs en amont, comme la construction et la production d'équipement, est au moins autant concerné par ces changements que le secteur lui-même.

Pour nous permettre d'anticiper ces transitions, nous pouvons **tirer les leçons de la libéralisation des secteurs du gaz et de l'électricité au cours des dix dernières années.**

---

<sup>6</sup> Document conjoint préparé par DG ENV et la DG TAXUD, qui devrait être publié fin février/début mars.

<sup>7</sup> Selon le rapport précité.

Une étude réalisée pour la Commission européenne, en collaboration étroite avec les partenaires sociaux, indique que ce secteur a accru sa productivité, de façon significative, ce qui a conduit à une réduction de l'emploi de plus de 20%<sup>8</sup>, surtout dans le secteur de l'électricité. En même temps, on a observé une multiplication des emplois hautement qualifiés. En d'autres termes, les compagnies concernées risquent de faire face simultanément à des problèmes de sureffectifs et de besoins de nouvelles qualifications.

Avec le recul, il est manifeste que cette adaptation a souffert d'un manque de dialogue social, d'un recours excessif aux retraites anticipées et à l'insuffisance de la formation tout au long de la vie.

Nous devons donc faire mieux à l'avenir et anticiper les changements pour mieux accompagner les travailleurs dans la révolution énergétique du vingt-et-unième siècle.

Cela signifie, avant tout, le développement d'une politique cohérente et intégrée qui permette d'utiliser les synergies entre les différentes politiques publiques et les actions des entreprises pour qui fournissent à la main d'œuvre les outils nécessaires à son adaptation. Cela suppose également une gestion du personnel qui assure une représentation de toutes les classes d'âge au sein de l'entreprise.

Un certain niveau de confiance entre les employeurs et les salariés est nécessaire pour gérer convenablement ces processus de restructuration. C'est là qu'intervient le rôle majeur du **dialogue social et de l'information des salariés** et, dans ce contexte, je note avec satisfaction que la Confédération Européenne des Syndicats continue de promouvoir, elle aussi, les mérites du dialogue social.

Un diagnostic conjoint des partenaires sociaux sur le contexte de transition permettrait la meilleure utilisation possible des Fonds structurels et notamment du Fonds Social européen et du nouveau Fonds Européen d'ajustement à la Mondialisation, qui permet à l'Union européenne de faire face à la mondialisation et aux restructurations de masse.

La Commission proposera l'utilisation du Forum restructurations pour créer une plate-forme d'échange et de dialogue pour identifier les besoins, les risques, les meilleures pratiques et les opportunités de financement et d'action communautaires pour faire face au défi du réchauffement climatique.

## Conclusion

En conclusion, choisir une politique ambitieuse contre le réchauffement climatique - ou contre d'autres défis environnementaux - c'est toujours faire un choix humaniste et social. Erich Fromm a déclaré: "L'avenir de l'humanité est caché dans son cœur." Rappelons-nous que même dans les scénarios catastrophiques, la menace n'est jamais celle d'une disparition totale de la civilisation humaine, mais celle d'une évolution vers le darwinisme social, et la seule survie des plus puissants. Et c'est précisément contre ce type d'évolution que les politiques environnementale et sociale doivent s'engager, au nom du respect de la vie et de la cohésion sociale. Pourtant, le succès de la politique environnementale dépend de la politique sociale – car si la politique environnementale menaçait la cohésion sociale, elle ne pourrait pas réussir.

---

<sup>8</sup> Impact sur l'emploi de la libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz (non publié) - Projet de rapport final, page 26.

Sans vouloir négliger les difficultés que représente pour nos sociétés leur transition nécessaire vers une économie sobre en carbone, je suis certain qu'avec une attitude positive de la part de toutes les parties prenantes, les difficultés peuvent être surmontées et le développement social de l'Union européenne peut s'en trouver renforcé.

Comme pour tous les autres défis auxquels elle doit faire face, l'Union européenne a les moyens de faire du changement climatique un facteur de progrès technologique et social. Espérons qu'elle en aura la volonté et le courage.

Je vous remercie de votre attention !